



POUR L'UNION DU PEUPLE DE FRANCE

Les communistes s'adressent aux
concitoyens travailleurs musulmans

Grève à Renault Billancourt, Mai 1968
Photo GERALD BLONCOURT



Manifestation contre l'islamophobie à Lille le 28 février 2015 à l'initiative du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires

Suite aux odieux crimes terroristes de Paris, les slogans « Je suis Charlie » ou « Je ne suis pas Charlie » sont devenus une frontière de division au sein du peuple. L'Etat de classe bourgeois somme tout le peuple au ralliement à « l'unité nationale » au nom du slogan « Je suis Charlie ».

La simple critique de la ligne éditoriale du journal et notamment de la publication des caricatures de Mahomet est assimilé à une « apologie du terrorisme », des enfants dont un de 8 ans sont arrêtés et mis en garde à vue pour avoir refusé de s'y soumettre, une mère de famille musulmane se voit retirer brutalement ses cinq enfants un matin, à 6h00, par ces mêmes forces de police qui vont jusqu'à refuser qu'elle allaite son bébé de 3 mois, les médias à longueur de journée continuent de suggérer directement ou indirectement le mensonge de "l'incompatibilité de l'islam avec les valeurs républicaines", laissent libre cours à l'hystérie anti-musulmane des Zemmour, Fourest, Finkelkraut, Houellebecq, etc, font le silence sur les centaines d'actes islamophobes qui font parfois des morts, les discriminations à l'emploi, au logement, bref sur le racisme au quotidien subi par les noirs, les roms, les arabes et les musulmans.

L'Etat dirigé alternativement par la droite et la gauche socialiste instrumentalise et met de plus en plus en place des lois qui discriminent les minorités dont les deux illustrations les plus flagrantes sont les honteuses lois sur "le colonialisme positif" (amendé) et sur "le voile à l'école" qui bafoue le principe de l'école obligatoire pour les enfants et favorise l'école privée confessionnelle au détriment de l'école publique.

Les stigmates historiques de l'oppression des minorités

L'Histoire de France, notre nation commune, est jalonnée de périodes de persécutions des minorités opprimées comme l'illustrent les exemples du massacre de la Saint-Barthélemy contre les protestants en août 1572, des fausses accusations de "trahison" et de la condamnation judéophobe du capi-

taine Dreyfus, de la rafle du Vel d'Hiv, ou encore plus près de nous du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961, etc. A chaque fois "deux Frances" se sont opposées: celle de l'oppression qui divise le peuple et celle de l'unité avec les victimes qui unit le peuple.

Originaires ou descendants des ex-colonies, vous gardez en mémoire, pour l'avoir subi directement ou indirectement, les pratiques et les théories racistes à la fois assimilationnistes et ségrégationnistes de l'Etat colonial français qui ont aussi été ponctuées de massacres, voire de génocides coloniaux.

Il n'y a rien de plus douloureux pour nous communistes et pour l'avant-garde consciente de la classe ouvrière de notre pays (dont vous faites partie), que de se remémorer les soldats africains démobilisés qui, après avoir contribué à libérer l'Hexagone, furent tués pour avoir exigé le paiement de leurs indemnités en décembre 1944 au Sénégal, la barbarie des meurtres de masses à Sétif, Guelma en Algérie le 8 mai 1945 pour avoir brandi le drapeau de la future Algérie indépendante, les massacres de 1947 à Madagascar et ceux de 1955 à 1960 au Cameroun, etc.

De même, nous communistes et l'avant-garde combative du mouvement ouvrier de notre nation commune portons avec fierté l'étendard de la "France" qui a combattu ces crimes et génocides coloniaux de l'autre "France" en payant souvent de la vie des militants, à l'exemple de Fernand Iveton, Raymonde Peschard, Daniel Timsit, Pierre Ghenassia, Danièle Minne, Henri Maillot, Maurice Audin, etc, ou en subissant la persécution tyrannique du pouvoir bourgeois à l'exemple de Jeanson, Curiel, Fanon, Suret-Canal, Henri Alleg, Henri Martin, etc.

Notre nation commune est reconnaissante et s'incline devant la mémoire du Polonais G. Politzer, l'Arménien Manouchian, la Roumaine Olga Bancic, le Malien Tiémokho Garang Kouyaté, tous résistants assassinés et les milliers de soldats du Maghreb et d'Afrique noire des Forces Françaises Libres qui ont contribué à libérer au prix de leur vie notre patrie

sous occupation des Nazis et des collabos français bourgeois fascistes entre 1940 et 1945. Quelle fierté de rappeler que c'est l'usine Renault où près de 80% des salariés étaient des immigrés, pères des jeunes Français que vous êtes, qui la première, a lancé la grève générale pour défendre la jeunesse estudiantine en révolte en 1968 et arracher par la lutte les conquêtes sociales d'alors !

La colonisation est la racine historique du racisme et de l'islamophobie d'Etat. Colonisation qui n'est d'ailleurs pas un fait du passé, mais une réalité du présent: Kanaky, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Mayotte, etc.

Mondialisation, recomposition du capital et minorités opprimées

La défaite du camp socialiste et, avec elle, la disparition des équilibres issus de la seconde guerre mondiale transforment profondément le fonctionnement de l'économie mondiale et en conséquence de chacune des économies nationales. Ce qui est communément appelé 'mondialisation' est le résultat de l'exploitation des nouvelles marges de liberté que possède le capital depuis la fin du contre-poids que constituaient les pays de l'Est, en particulier l'URSS. Ces mutations profondes ont des conséquences précises sur les modes de gestion de la force de travail dans chacun des pays capitalistes développés. L'immigration, les femmes et les minorités jouent un rôle particulier dans l'émergence de ces nouvelles modalités du rapport salarial.

Le rôle classique de l'immigration et des minorités au sein des économies nationales

Pour saisir les enjeux des transformations actuelles, il convient d'avoir à l'esprit le modèle antérieur et la place qu'y tenait l'immigration. Résumons à trois les fonctions jouées par l'immigration : économique, politique et idéologique.

L'instance économique : L'immigration comme variable d'ajustement structurel

La tendance à la circulation du capital vers les secteurs à fort taux de profits a pour conséquence le besoin de faire circuler la force de travail. Ce besoin de circulation se heurte au rapport de forces entre le capital et le travail à chaque moment historique dont une des dimensions est la lutte des salariés pour un meilleur niveau de vie et les sécurités sociales. La lutte entre le capital et le travail peut ainsi se lire également comme antagonisme entre le besoin de circulation de la force de travail pour le capital et les revendications sociales pour les travailleurs. L'immigration est ainsi une nécessité des économies capitalistes non seulement en terme de besoin quantitatif de force de travail mais également en terme de disposition de cette force de travail au bon endroit, dans les bons secteurs, etc. C'est-à-dire que l'immigration est une variable d'ajustement.

Cette fonction économique d'ajustement peut se formaliser dans la formule suivante : " premiers licenciés, premiers embauchés ". Les restructurations et crises économiques sont ainsi tout au long du siècle dernier l'occasion de licenciements massifs de la force de travail immigrée, rendue disponible pour migrer une nouvelle fois, mais cette fois-ci vers d'autres secteurs économiques. Les périodes de reprises (et l'incertitude qui pèse toujours sur leur durée et leur ampleur) conduisent pour les mêmes raisons à d'importantes embauches de force de travail immigrée. D'autres catégories de la population jouent également cette fonction d'ajustement : les femmes et les jeunes. Ces trois catégories ont en commun d'être plus précarisées que le reste du monde du travail, c'est-à-dire de disposer de capacités moindres de résistances face à l'instabilité imposée par les besoins du capital.

Pour que ce traitement spécifique (des immigrés, des femmes, des jeunes) soit possible, il faut qu'il apparaisse comme " naturel ", c'est-à-dire que le capital exerce une pression idéologique pour faire accepter des salaires différents à l'ensemble du monde du travail et même à ces catégories discriminées. Le machisme, le racisme et l'adultocentrisme sont trois outils idéologiques destinés au monde du travail afin qu'il accepte un traitement discriminatoire contre une de ses composantes.

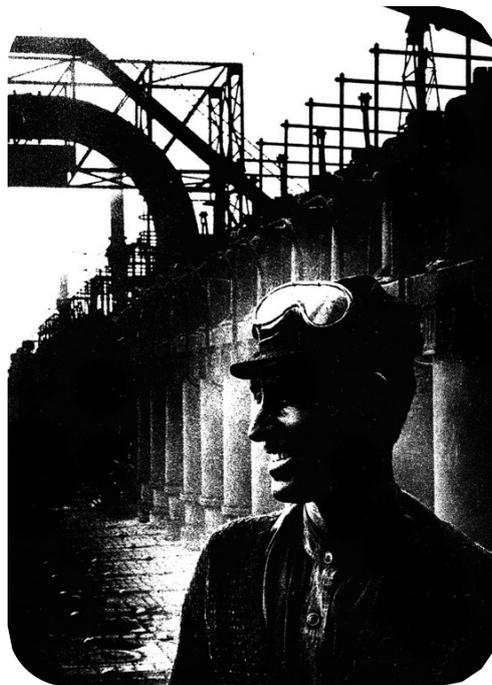
L'instance politique : les minorités comme modalité de gestion du rapport de classes

La seconde fonction des minorités et de l'immigration est politique. Elle consiste à utiliser l'immigration et les femmes pour affaiblir les résistances ouvrières. En fonction des rapports de classes nationaux la configuration peut varier. Dans le cas français, l'immigration a été utilisée pendant longtemps pour éviter les affrontements de classes entre petite paysannerie et capitalistes. La raison est à rechercher dans la place centrale jouée par la petite paysannerie dans la révolution antiféodale de 1789. Celle-ci a

été la véritable base d'offensive de la révolution antiféodale contraignant ainsi la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, à inscrire dans la durée le processus de dépossession de la paysannerie qu'exige l'industrialisation. L'exode rural en France s'est pour cette raison inscrit sur une durée beaucoup plus longue que dans d'autres pays impérialistes. Le besoin en force de travail a été compensé par le recours à l'immigration et aux femmes selon les périodes.

De manière plus générale, l'immigration est utilisée pour "libérer" les ouvriers "nationaux" des secteurs et des postes de travail les plus durs, les plus flexibles, les plus instables. Cet aspect est repérable dans l'analyse historique des statistiques des emplois pénibles, des maladies professionnelles, des accidents du travail, des espérances de vie.

L'immigration est ainsi un élément de négociation avec les



Ouvrier algérien aux cockerries d'Alforville - 1962 -
Gérald Bloncourt

organisations ouvrières, et donc un facteur d'aristocratisation et de bureaucratisation du mouvement ouvrier, les concessions aux ouvriers "nationaux" se réalisant sur la base d'un traitement discriminatoire de la composante immigrée et féminine de la classe ouvrière.

Le nationalisme, voire le chauvinisme est alors un excellent outil idéologique pour rendre "naturelle" et même "souhaitable" cette discrimination. La frontière de la nationalité est ici utilisée pour masquer la frontière de la classe sociale. A la division entre un " nous " ouvrier et un " eux " capitaliste, est substitué un clivage entre un " nous " national et un " eux " immigré. Cette frontière de la nationalité n'était pas formellement applicable aux enfants Français dits "issus de l'immigration", alors les critères de couleurs, de patronyme, de faciès, de culture et de religion deviennent la ligne majeure de ségrégation entre les soi-disant de "souches" et les "issus de l'immigration".

L'instance idéologique : Eviter la conscience d'une communauté d'intérêts de classe

Les deux fonctions précédentes en supposent une troisième sans laquelle rien n'est possible. Nous définissons l'idéologie comme représentation de classe inversée de la réalité sociale, de ses clivages et contradictions, de ses lois de fonctionnement. Elle se traduit par une négation des classes et de la lutte des classes et une inversion des causes et des conséquences, par la production de différences là où il n'y en a pas et de ressemblances là où elles n'existent pas, par des attributions causales culturalistes et individualistes à des processus fondamentalement économiques, sociaux et collectifs.

Dans le même temps où le capital a sans cesse besoin de force de travail immigrée, il lui est également nécessaire de la ghétoïser, c'est-à-dire d'éviter le " vivre ensemble " avec le reste du monde ouvrier, susceptible de donner naissance à une conscience et une subjectivité de classe collective et commune. Nous avons déjà souligné le racisme et le culturalisme dont la racine est coloniale comme deux outils essentiels de ce besoin idéologique. De nombreux autres existent : discours sur l'invasion, l'insécurité, les dangers pour " l'identité nationale ", les sans-papiers définis comme "clandestins", etc. Le point commun à tous ces outils est la production permanente de la frontière entre un " nous national " et un " eux étranger " en lieu et place de la contradiction réelle entre classes sociales.

Les mutations contemporaines

Le discours dominant sur la mondialisation présente ces mutations contemporaines comme un processus inéluctable issu des progrès scientifiques et techniques rendant caducs de nombreux fonctionnements de la période antérieure. Ce qui est occulté dans cette présentation idéologique, c'est à la fois l'origine de la mondialisation, le fait qu'elle est le résultat des lois du système capitaliste libéré du contrepoids qu'était le camp socialiste, l'URSS, qui se traduit dans des choix patronaux précis cohérents avec une logique d'intérêts privés et enfin ses exigences et conséquences.

L'origine et les effets de la mondialisation

La comparaison des dates permet sans aucun doute de relier des phénomènes que l'idéologie bourgeoise dominante

s'évertue à dissocier. C'est dans la même période historique que s'effondrent les pays de l'Est et que se développe la mondialisation. Indépendamment des analyses possibles sur la nature de ces pays et des causes de leur défaite, force est de constater que leur existence contraignait les classes dominantes à un certain fonctionnement et que leur disparition les libère de cette contrainte. La mondialisation n'est ainsi pas fondamentalement le résultat des progrès scientifiques et techniques, même si ce facteur y a contribué, mais résulte surtout de la gestion délibérée et dans une direction précise des nouvelles marges de libertés disponibles pour le capital depuis la disparition de ces pays. Ce nouveau contexte permet en quelque sorte le retour à une " logique pure " du mode de production capitaliste. Il n'est pas inutile de rappeler ce que le nouveau contexte mondial transforme dans les rapports de forces.

D'une concurrence freinée à une concurrence exacerbée

L'affrontement socialisme/capitalisme a eu comme conséquence une tendance à la régulation de la concurrence face à " l'ennemi commun ". Y compris dans les moments d'affrontements radicaux entre différentes grandes puissances de l'Ouest (la seconde guerre mondiale par exemple), les voix n'ont pas manqué pour rappeler l'existence d'un intérêt commun, y compris avec les Etats fascistes, contre un ennemi commun le socialisme, surtout après la victoire de Stalingrad. Cette régulation de la concurrence se réalisait, bien entendu, à partir des rapports de forces et n'était pas exempte de contradictions. La disparition de cet affrontement structurel fait voler en éclat les règles antérieures produisant ainsi une exacerbation de la concurrence entre l'ensemble des pays capitalistes, entre l'ensemble des Firmes transnationales. L'exigence d'éclatement des barrières douanières, de libéralisation des échanges, de suppression des freins à la circulation des capitaux, des matières premières et des productions, la mondialisation de la spéculation financière et des fraudes fiscales, etc., ne sont que des expressions de cette concurrence dérégulée et exacerbée.

L'affaiblissement des pays du Sud

L'affrontement socialisme/capitalisme a également eu comme conséquence la possibilité pour les anciennes colonies de disposer de marges de manœuvres non négligeables. La décennie 70 a ainsi été marquée par une amélioration des termes de l'échange en faveur des ex-colonies productrices de matières premières. La décennie 60 avait pour sa part été marquée par une accélération des décolonisations afin d'éviter des indépendances plus radicales. Ces deux décennies ont enfin été caractérisées par des projets de développement et d'industrialisation dans plusieurs pays du Sud se traduisant par une amélioration des conditions d'existence de leurs peuples. La disparition de l'affrontement socialisme/capitalisme se traduit ainsi logiquement par une remise en dépendance des pays du Sud, c'est-à-dire par un processus de recolonisation. Les moments successifs et logiquement articulés de ce processus de remise en dépendance sont connus : imposition de termes de l'échange plus dégradés produisant un endettement structurel qui lui-même contraint à des plans d'ajustement structurel libéraux imposés par le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC ayant pour effet une paupérisation massive.

Une déstabilisation du monde ouvrier dans les pays capita-

listes développés

La disparition des pays de l'Est, c'est enfin une déstabilisation profonde du mouvement ouvrier dans les pays du Nord. La fin du " socialisme réel " est utilisée idéologiquement pour détruire l'idée d'une alternative possible au système capitaliste. Cette campagne idéologique cumulée avec une vague de restructurations touchant les " bastions ouvriers " atteindra la culture ouvrière elle-même. Le monde ouvrier est ainsi touché dans ses territoires, ses structures de socialisations, sa "contre société civile " au sens gramscien du terme. Pour la première fois, la génération actuelle d'ouvriers est menacée de vivre moins bien que la précédente. Comme un boomerang, les mêmes politiques politiques libérales sévissent actuellement dans les pays du centre du système impérialiste mondial, notamment dans les pays de l'UE.

La fin d'un compromis social

La mondialisation correspond donc à un choix délibéré des classes dominantes révélant une orientation stratégique nouvelle permise par le nouveau rapport de forces à l'échelle mondiale. Au niveau de la théorie économique, elle marque la fin du compromis keynésien (correspondant à un autre rapport de forces, celui produit hier par l'existence du socialisme, de l'URSS) et le triomphe du libéralisme et du monétarisme. Sans être exhaustif, quelques conséquences importantes sont repérables qui ont, elles mêmes, des effets sur les fonctions tenues par l'immigration, les minorités :

Une tendance à la concurrence par le prix de la force de travail : La fin du compromis keynésien signifie une pression à la baisse sur tous les salaires et à la hausse sur toutes les formes de l'intensification du travail : flexibilité, annualisation du temps de travail, contre-réforme des retraites, etc. De manière générale, il s'agit de remettre en cause l'idée d'un marché du travail régulé par un code du travail, des conventions collectives, des statuts protégés par des règles de droit.

Une tendance à la privatisation des services publics : Au prétexte de l'efficacité, l'essentiel des services publics a pour vocation dans le nouveau modèle à être privatisé, c'est-à-dire à être restitué à la logique marchande. Ces privatisations sont en fait de nouvelles confiscations du salaire indirect ainsi détourné au profit des actionnaires.

Une segmentation du marché du travail : Afin d'éviter des mouvements sociaux d'opposition au nouveau modèle libéral, une segmentation du marché du travail est pas à pas construite. Tous les secteurs sont attaqués les uns après les autres, pas en même temps, ni avec le même rythme et la même intensité. A la tendance ancienne à la construction d'un marché du travail unique, imposée par les luttes en 36,

en 45, en 68, succède la tendance à l'émiettement, à la fragmentation des travailleurs caractérisée par des règles, des protections et des statuts différents favorisés notamment par la sous-traitance.

Ces reculs sociaux et anti-démocratiques sont aussi impulsés par l'intégration des marchés du travail au plan national dans la division et l'exploitation du travail par le capital à l'échelle mondiale, notamment par la liberté de circulation du capital à travers les délocalisations des activités industrielles, commerciales, des finances et des services.



Une famille algérienne à Paris - 1970 - Gérald Bloncourt

Ces tendances peuvent se lire comme éléments d'un procès général de précarisation, c'est-à-dire comme le retour du prolétariat au plan national en tant que force de travail dépouillée de toutes protections. C'est en prenant en compte ce procès que peuvent se saisir les nouvelles fonctions attribuées à la force de travail immigrée et féminine.

Les nouvelles fonctions des minorités et de l'immigration

Compte tenu des évolutions démographiques des pays du Nord, l'immigration et les minorités jouent une fonction particulière dans le procès de reproduction de la force de

travail. Contrairement aux discours publics et médiatiques, c'est par un appel à de nouveaux migrants que les sociétés du Nord renouvelleront leurs forces de travail. La contradiction apparente entre le discours officiel (fermeture des frontières, expulsion des sans-papiers, etc.) et les besoins démographiques et économiques révèle une stratégie de production d'un prolétariat hyperprécarisé.

La production du prolétariat par appel externe

Le travailleur sans papiers est la figure idéale de la force de travail pour le capital. Ne disposant d'aucun droit, soumis à la précarité absolue, coupé du reste du monde du travail, etc., ce travailleur est contraint de vendre sa force de travail à n'importe quelles conditions. Sa situation ressemble à bien des égards au prolétaire national des débuts de l'ère industrielle : embauche à la tâche ou à la journée, flexibilité absolue (quotidienne, hebdomadaire et annuelle), absence de charges sociales, c'est-à-dire de salaire indirect (sécurité sociale, retraite, accès aux services publics, etc.), etc. Si nous appelons classe ouvrière le prolétariat ayant arraché par ses luttes des sécurités et garanties sociales, c'est-à-dire ayant acquis une diminution de la précarité, alors les sans-papiers sont la figure avancée d'une reproductivité du monde du travail. Les sans-papiers sont ainsi des révélateurs d'un procès de reproductivité de l'ensemble du monde du travail.

Donnons quelques exemples des formes prises par cette reproductivité :

Les secteurs non délocalisables à faible composition orga-

nique du capital : C'est dans ces secteurs caractérisés par une forte consommation de main d'œuvre que s'enclenche le procès de reproductivité. Ce n'est donc pas étonnant que les sans-papiers se retrouvent majoritairement employés dans ce type de secteurs : agriculture, bâtiment, restauration, nettoyage, gardiennage, textile, etc. Nous ne sommes pas seulement en présence dans ces secteurs de l'action illégale de quelques employeurs verveux qui fraudent le fisc et font de superprofits, mais à la mise en place d'un système avec approbation et encadrement par les différents états nationaux à travers des lois xénophobes et racistes qui fabriquent des "clandestins". A titre d'exemple abordons rapidement le cas du bâtiment en France et la complicité de l'Etat qu'il révèle.

L'essentiel des grands travaux étatiques a été réalisé (et se réalise) par l'utilisation importante de la main d'œuvre sans-papiers. Le mécanisme est simple. Le donneur d'ordre de marché qu'est l'Etat se contente d'attribuer dans ses appels d'offres un budget inférieur au coût moyen du marché. L'employeur retenu ne peut ainsi préserver ses marges qu'en employant des sans-papiers. L'utilisation des sans-papiers est l'implicite du contrat, la clause secrète non écrite entre l'employeur et l'Etat. D'ores et déjà de nombreux exemples existent et ont été dénoncés : construction du métro parisien, infrastructures des jeux olympiques d'hiver d'Alberville, Arche de la défense, Stade de France, tunnel sous la Manche, etc. Les mêmes mécanismes avec toutefois d'autres acteurs sont repérables dans l'agriculture. A ce niveau, ce n'est pas la commande de l'Etat (ou des collectivités locales) qui agit, mais les contraintes imposées par le grossiste (grande distribution, multinationales, etc.).

Les autres secteurs : Enclenchée avec les secteurs non délocalisables à faible composition organique du capital, la logique, ci-dessus décrite, tend à s'étendre aux autres secteurs. Le rythme de cette extension est fonction des rapports de forces dans le secteur d'activité concerné. Pour saisir la possibilité de cette extension, il convient de prendre en compte les mutations touchant les candidats à l'immigration. La paupérisation massive et les guerres d'agression impérialiste (dont "notre" propre impérialisme français) dans les pays du Sud poussent désormais à l'émigration des membres qualifiés de la classe ouvrière et des couches moyennes. La précarisation organisée du droit au séjour contraint ces travailleurs qualifiés immigrés à accepter des travaux correspondants ou pas à leurs qualifications, mais sans le statut et les conditions de travail qu'exigent le code du travail existant. La force de travail complexe peut ainsi être achetée au prix de la force de travail simple. L'exemple français le plus parlant est celui des médecins. Depuis plusieurs décennies les hôpitaux voient se multiplier les embauches de médecins étrangers avec un salaire correspondant sous évalué et parfois au S.M.I.G. Ces médecins ont souvent été sans-papiers et ne disposent que d'un titre de séjour précaire dépendant pour son renouvellement de la possession d'un travail. Des secteurs comme l'informatique ou la mécanique connaissent des scénarios similaires. C'est cela le but des lois de "l'immigration choisie".

L'accompagnement politique de la reproductivité : la précarisation du séjour

Le procès de reproductivité par l'utilisation des sans-

papiers n'est possible que par la construction étatique d'un contexte juridique, social et idéologique conduisant à une précarisation du séjour. Les discours permanents sur la fermeture des frontières, la lutte contre l'immigration clandestine, l'immigration choisie, etc., ne visent qu'à produire ce que Gramsci appelait un "arôme idéologique immédiat". Celui-ci vise à faire apparaître comme souhaitable une "exclusion-répression" en en masquant les véritables objectifs. Soulignons deux de ces objectifs masqués par la mise en scène idéologique étatique :

organiser un volant permanent de sans-papiers : Il n'y a aucune volonté (ni possibilité actuellement) d'expulser tous les sans-papiers. L'enjeu du discours sur la fermeture des frontières et la soi-disant invasion est tout autre. Il s'agit de faire peser une "épée de Damoclès" sur les intéressés afin qu'ils acceptent comme incontournable une période probatoire de plusieurs années sans aucun statut ni droits. Il s'agit également de faire accepter cette situation au reste du monde ouvrier en la présentant comme nécessaire et incontournable. Sur la longue durée ces sans-papiers sont régularisés, mais d'une part après une vie d'esclave de plusieurs années et d'autre part en étant remplacés par de nouveaux sans-papiers. Le patronat dispose ainsi pour chacun des pays d'un volant permanent de nouveaux prolétaires de plusieurs centaines de milliers de personnes. A ce niveau la bataille du vocabulaire est essentielle. Les différents gouvernements s'évertuent à appeler ces travailleurs des "clandestins" afin de masquer la production systématique d'un volant permanent de nouveaux prolétaires. Les luttes des intéressés ont à juste titre mis en avant l'expression "sans-papiers" indiquant ainsi qu'ils ne sont pas clandestins, mais que les politiques gouvernementales visent à les renvoyer dans l'anonymat, l'invisibilité et la clandestinité. Le combat pour la visibilité sociale est de ce fait central. En fait l'expression juste, mais malheureusement peu commode, devrait être : travailleur sans aucun statut reconnu.

précariser le séjour : Après la période probatoire, les anciens sans-papiers se retrouvent face à une nouvelle difficulté : la précarité du droit au séjour. Depuis deux décennies les contre-réformes successives du droit au séjour précarisent ce dernier en le soumettant à des conditionnalités grandissantes (emploi, intégration, etc.). Cette précarisation a pour fonction de diminuer les prétentions (salariales, de conditions de travail, etc.) de ces nouveaux légaux. Par ce biais est produite une concurrence entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés légaux, mais en précarité de séjour, ce qui conduit à une pression permanente à la baisse des salaires et à la dégradation des conditions de travail de l'ensemble des salariés. C'est la raison pour laquelle la seule revendication susceptible de contrecarrer la production délibérée d'un volant permanent de nouveaux prolétaires sans-papiers est celle de la régularisation globale et sans condition avec le titre de séjour de 10 ans, l'abrogation de toutes les lois racistes et la citoyenneté automatique après 5 ans de présence sur le territoire pour ceux et celles qui en font la demande. Cette exigence d'un droit à la stabilité du séjour est la seule à pouvoir s'opposer à la reproductivité de l'ensemble du monde du travail. Ces revendications sont indissociables.

La reproduction du prolétariat par les mécanismes

internes

Les visées stratégiques du nouveau modèle libéral ne se limitent pas à la gestion et à l'organisation des sans-papiers et des nouveaux régularisés. Nous sommes en présence d'un plan de reproductivité de l'ensemble du monde du travail. Pour ce faire, un second outil est disponible : les jeunes issus de l'immigration ou les Français récents. Ces derniers sont pour la plupart des "nationaux". Ils disposent de la nationalité du pays de séjour, sont une composante de la classe ouvrière et de la nation, mais sont néanmoins à une place particulière. Situés au plus bas de l'échelle sociale, ils sont les premiers touchés par les attaques contre les services publics (éducation nationale, droit à la formation, au logement social, etc.). Dans une période où grandissent les inégalités sociales, ils sont de part leurs caractéristiques sociales de départ des " dominés-exploités parmi les dominés-exploités ".

Le processus d'exploitation, de domination et de sélection sociale se réalise de manière visible et invisible par le biais des discriminations systémiques (à l'école, dans l'emploi, au logement, etc.). Les discours sur l'insécurité, l'intégration, la toxicomanie, la délinquance, etc., permettent de constituer ces jeunes pourtant nationaux comme " ennemis de l'intérieur ". Parallèlement, on peut observer que ces jeunes nationaux sont confinés, comme le sont les noirs aux Etats Unis, au sport, à la musique comme ultime moyen d'existence ou de survie.

Ces discours idéologiques tendent ainsi à construire la réalité à partir d'une hiérarchie des couleurs, des cultures, des origines, voire des religions se traduisant par des affectations implicites à certains secteurs économiques et à certains postes de travail. Le marché du travail tend ainsi à se segmenter en fonction des origines supposées. Confrontés à ces discriminations, mis en accusation comme " ennemis de l'intérieur " de manière permanente, de nombreux jeunes intériorisent cette place sociale assignée et finissent par réduire leurs aspirations et se penser en "étrangers". La réduction objective du champ des possibles finit par être intériorisée comme " naturelle " et " normale ".

D'ores et déjà ces jeunes sont massivement représentés dans toutes les décompositions liées à la précarité sociale (prison, toxicomanie, délinquance, mortalité, etc.). Ils sont également surreprésentés dans les secteurs les plus précaires et les plus flexibles. Même si cela tend à se généraliser, ils sont enfin les premiers "clients" des nouveaux contrats de travail précaires : contrat à durée déterminée, intérim, cumul de plusieurs petits emplois, contrats saisonniers, etc. Le nouveau prolétariat ne se constitue pas seulement par l'appel aux sans-papiers, mais aussi par un mécanisme de production à l'interne touchant les jeunes nationaux issus de l'immigration et les femmes.

La place nouvelle attribuée à l'immigration et aux nationaux qui en sont issus n'est qu'une première phase dans le processus général de reproductivité qui touche peu à peu l'ensemble du monde du travail. Progressivement, ce qui sera devenu banal pour cette composante des salariés, sera généralisé à l'ensemble. C'est dire l'importance de reposer les frontières là où elles sont réellement et non là où le discours idéologique bourgeois dominant les situe. Il y a effectivement une frontière entre un " nous " et un " eux " dans

nos sociétés, simplement celle-ci ne sépare pas des nationalités, des origines, des cultures et/ou des religions. Hier comme aujourd'hui cette frontière sépare des classes sociales dont les travailleurs avec ou sans religion de notre nation commune.

Contexte évolutif du racisme anti-immigré à l'islamophobie

Résumons nous : la crise économique du système capitaliste qui ne cesse de s'approfondir s'est manifestée à la fin des années 70 par la montée inexorable du chômage de masse. Le système capitaliste mondial connaît ainsi une crise structurelle de surproduction. Les Multinationales se livrent à une guerre économique et commerciale sans merci pour accaparer des marchés, les matières premières et les débouchés. Cette longue crise a entraîné des restructurations pour maintenir et développer le profit maximum.

Trois conditions sont à réunir pour prétendre dominer dans cet affrontement planétaire des Monopoles transnationaux et des Etats à leur service :

Réduire les salaires, c'est-à-dire le coût de la force de travail par le chômage, la précarité et les délocalisations, les privatisations, la marchandisation;

Flexibiliser en augmentant les cadences de travail, c'est-à-dire dégrader à l'extrême les conditions de travail des salariés, casser le code du travail;

Affaiblir le mouvement syndical et les forces communistes.

La recherche de coûts de production toujours plus bas, donc de profits toujours plus élevés, est à la base de la tendance à la réduction des salaires, du pouvoir d'achat des travailleurs dans leur ensemble, de la dégradation des conditions de travail, de la liquidation du salaire minimum, des privatisations, de la suppression des services publics, du démantèlement de la protection sociale et médicale et des délocalisations vers les zones de la planète où les salaires sont non concurrentiels à qualifications professionnelles égales.

A l'époque de l'expansion économique, entre 1945 et 1970, l'immigration avait été utilisée comme main d'œuvre tailable et corvéable à merci. Elle a été une aubaine pour le patronat qui avait besoin d'une main d'œuvre pas ou peu qualifiée en plus de la surexploitation des peuples et des richesses des colonies pour assurer le profit maximum, base de la dite « société de consommation ». Une période durant laquelle le patronat français pouvait sans investir dans les technologies nouvelles s'assurer une marge satisfaisante de profits grâce à la surexploitation de cette main d'oeuvre bon marché.

Avec la crise du système capitaliste, un nouveau processus de concentration du capital à l'échelle de la planète se déroule sous nos yeux. Par des fusions, des phagocytoses, des rachats, des liquidations, des faillites, etc, de nouveaux Monopoles transnationaux à dimension planétaire surgissent des entrailles du capitalisme en crise. Les Multinationales se soumettent, plus encore que par le passé, les Etats Nationaux. L'Union Européenne en construction en est un des reflets économiques et politiques.

La « Mondialisation », c'est la guerre économique et com-

merciale des grands monopoles capitalistes étatsuniens, européens et japonais au nom de la « compétitivité ». Ce facteur détermine les politiques de gestion libérale de la crise économique par des attaques en règle contre les conquêtes sociales de la génération précédente de salariés.

C'est dans ce contexte de gestion patronale de la crise qu'il faut placer les lois et politiques racistes répressives contre les minorités opprimées et leur corollaire la montée du fascisme en France et en Europe. C'est aussi ce contexte de guerre économique à l'échelle mondiale entre grands groupes patronaux qui pousse de plus en plus "notre" impérialisme à s'engager dans les aventures guerrières contre les peuples, notamment ceux des pays majoritairement musulmans ayant des richesses stratégiques comme le pétrole, l'uranium, le gaz, etc.

Voilà pourquoi on est passé subrepticement, sous l'influence du Front National, d'un racisme d'Etat anti-immigré négrophobe et arabophobe à l'islamophobie doublée d'une romophobie bruyante.

La construction d'un ennemi intérieur musulman

C'est Pierre Mauroy, alors Premier Ministre, qui ouvrait la boîte de pandore de l'islamophobie lorsqu'il déclare le 27 janvier 1983 à propos de la grève de Renault-Flins : « Les travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises » (Le Monde, 30-31 janvier 1983).

Le 2 avril 1987 au Zénith, J.M. Le Pen s'égosillait devant ses supporters robotisés tenant des propos qui sont de plus en plus largement partagés par une droite et une gauche socialiste qu'il qualifie maintenant "d'UMPS" : « A deux mille ans de distance, ce sont pratiquement les mêmes peuples qui nous font courir les mêmes dangers. N'est-il pas vrai que les moudjahidins iraniens sont les descendants de ces perses qui furent vaincus à Marathon, que le monde islamique, qui vient battre les frontières de l'Europe et la pénètre lentement, est composé des fils de ces Turcs qui vinrent jusqu'à Vienne et de ces Arabes que Martel vainquit à Poitiers? ».

Et le président du CRIF d'ajouter maintenant : « Toutes les violences aujourd'hui, et il faut dire les choses, sont commises par des jeunes musulmans » en suggérant tactiquement avant de se dédire que la présidente du Front National, Marine Le Pen, « était irréprochable personnellement ».

Plusieurs décennies d'offensive idéologique du FN de plus en plus banalisé au PS en passant par l'UMP ont abouti à ce que certains appellent aujourd'hui un « problème musulman ».

Ces sorties islamophobes s'ancrent dans un contexte marqué par les interventions militaires de l'impérialisme français contre les peuples du Moyen et Proche Orient et dans

le Sahel africain. Mais aussi, il faut le dire, de soutien à peine voilé aux agressions criminelles d'Israël contre le peuple palestinien dont la manifestation la plus scandaleuse a été les interdictions par l'Etat des manifestations de solidarité avec Gaza martyrisé durant l'été 2014.

Il y a une unanimité de la classe dirigeante bourgeoise dans le pays pour chercher à criminaliser toute dénonciation du sionisme et de sa barbarie assassine coloniale en semant délibérément la confusion avec "l'antisémitisme". Cet amalgame intolérable entre antisionisme et antisémitisme vise en fait à empêcher toute solidarité internationaliste avec le peuple Palestinien. Or, l'antisémitisme est un phénomène né en Europe et dont l'aboutissement criminogène a culminé avec les camps d'extermination nazis dans lesquels ont été réalisés les génocides des juifs, des gitans, des slaves et des communistes.



Travailleurs immigrés en grève à la fonte Manil de Charleville - 1972 -
Gérald Bloncourt

Désigner hypocritement les musulmans "d'antisémites", dont certains d'ailleurs sont "sémites", c'est insulter l'histoire et les faits, c'est attribuer mensongèrement à l'autre les théories moyenâgeuses dangereuses du "choc des civilisations, des cultures, des religions". En effet, dans aucun pays où la majorité est musulmane, les juifs ne sont persécutés ou discriminés. C'est le cas en Iran, au Maroc, etc, pour ne citer que ces exemples.

Le nouveau cycle des guerres impérialistes pour le contrôle des matières premières stratégiques et contre l'accès au pétrole, au gaz et à l'uranium, etc des pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) nécessite donc pour la classe patronale au pouvoir la fabrication d'un "ennemi musulman intérieur" au nom de la "lutte contre le terrorisme".

Ce processus de construction de "l'ennemi intérieur" auquel nous assistons est ainsi une modalité de gestion patronale du rapport de classes à l'intérieur du pays. Mais, comme on va le voir, cet "ennemi intérieur" est aussi à double emploi.

Le capitalisme en crise fabrique des terroristes et des manipulateurs

On se souvient de Hollande appelant à la guerre contre la Syrie avant d'être laissé au milieu du gué par le vote du parlement britannique et le congrès US saisi par Obama? Fabius, le ministre des affaires étrangères encensait les assassins d'Al Nostra, la branche syrienne d'Al Qaïda, comme des "combattants de la liberté". Les chefs d'état de l'UE et des USA savaient déjà à l'époque que des milliers d'enfants et de jeunes "jihadistes" de nos quartiers populaires constituaient une part importante des "jihadistes" qui semaient la désolation et la mort en Syrie.

Et c'est seulement une fois le projet israélien et impérialiste de guerre contre la Syrie mis en échec par la Russie, la Chine, l'Iran et les pays libérés d'Amérique du Sud notam-

ment, et "l'Etat islamique" installé sur un territoire couvrant à la fois une partie de la Syrie et de l'Irak, que le discours des gouvernants bourgeois a commencé à se préoccuper des "1400 jeunes jihadistes Français".

Tant qu'il s'agissait d'en finir avec le pouvoir laïc pan-arabe de Syrie, pas un mot sur les "jihadistes" qui de ce fait apparaissent comme des alliés de l'impérialisme et de nos gouvernants. Il est de notoriété publique que les bandes terroristes sont financées par les théocraties des pétro-dollars saoudienne, qatarie, koweïtienne et des Emirats et armées par les marchands d'armes capitalistes de chez nous. En effet seuls les intérêts de la firme pétrolière TOTAL comptent pour les commis serviteurs "démocrates" à la tête de nos Etats qu'ils soient de droite ou de gauche en croisade pour la domination mondiale des USA et de l'UE.

Apprentis sorciers, ils fabriquent ainsi les monstres "jihadistes" qui ont assassiné (et assassinent) les musulmans, les tenants des autres religions et les athées de l'Afghanistan dans les années 79, d'Algérie dans les années 90, de Libye, du Mali, du Nigéria et du Cameroun avec Boko Haram, de Syrie et d'Irak puis de Paris et du Danemark, etc.

On assiste à l'utilisation du chaos ainsi créé par l'impérialisme pour se lancer dans la "croisade contre les barbares" au nom des "valeurs de la civilisation occidentale".

La manipulation ici s'étend aussi à laisser faire de l'argent des pétro-dollars pour financer et embrigader les victimes de l'islamophobie dans les quartiers de nos villes. L'argent des salafistes, wahhabites, takfiristes des monarchies totalitaires du Moyen-Orient vient remplacer les subsides publics qui servaient, hier, à l'encadrement de la misère sociale, notamment des victimes de la discrimination raciste dans les quartiers populaires. Les enfants du peuple sont ainsi condamnés à faire le circuit de la case dealers à la case prison, pour certains à la case jihadistes avant de finir abattus comme les Kouachi et Coulibaly au nom de la "sécurité et de la lutte anti-terroriste".

Cette décadence parasitaire criminelle guerrière de l'impérialisme US et de l'UE se manifeste par une stratégie de la tension surfant à la fois sur l'émotion, la peur et le racisme islamophobe, romophobe, négrophobe qui pave la voie à la fascisation. Cette stratégie de l'insécurité permanente n'a d'autre but que de diviser et d'opposer les travailleurs et les peuples confrontés à la régression sociale et à la broyeuse des conquêtes démocratiques. Les lois liberticides à l'instar du "patriot act" US serviront ainsi à mâter toute résistance à la barbarie capitaliste et impérialiste.

Pour empêcher que nos jeunes ne deviennent des monstres terroristes et les jouets des manipulateurs impérialistes et de leurs amis des pétro-dollars, il faut l'unité du peuple pour battre les fascismes de tous bords et renverser le capita-

lisme et l'impérialisme.

L'assimilation, une des formes du racisme d'Etat

Français, vous êtes, parce que les patrons et l'Etat sont allés chercher vos parents par dizaines et centaines de milliers comme main d'oeuvre pour "reconstruire" le pays après guerre. Comme le montre le sociologue A. Sayad "toute immigration a vocation au peuplement". Ce à quoi l'Etat de classe de la bourgeoisie en France a répondu par "l'assimilation" que le dictionnaire Larousse définit ainsi : "Considérer quelque chose ou quelqu'un comme semblable à quelque chose ou quelqu'un d'autre - Intégrer quelqu'un, une minorité à un groupe social, lui faire prendre les caractères de celui-ci : Un pays qui a assimilé des millions d'étrangers". Ce terme "assimilation" copié collé du traitement colonial,

qui avait forgé "l'élite coloniale assimilée", a été remplacé par le mot "intégration" pour masquer la volonté étatique bourgeoise de vous faire changer de "nature" (ne dit-on pas "naturaliser" pour citoyen français), c'est-à-dire faire de vous des clones en vous rendant "semblables" aux autres concitoyens qui constituent avec vous notre nation. Pour justifier cela les médias et l'élite bourgeoise vous opposent même aux "Espagnols, Italiens, Polonais" prétendant que vos particularités culturelles, de couleurs, d'origines, voire religieuses sont un obstacle à votre appartenance à notre nation commune.

Nous déclarons solennellement que vouloir nous rendre tous "semblables" est une négation totale de l'évolution objective du peuplement de notre nation forgée par l'histoire

récente, celle de la seconde moitié du XXème siècle. Nier l'histoire récente du peuplement de ce pays en cherchant à reproduire des clones d'un "français" mythique qui serait culturellement immuable, éternellement figé, en somme l'imaginaire de l'ancêtre "gaulois" que la colonisation donnait aux colonisés relève de l'absurdité consanguine signe de décadence. Notre nation incorpore des origines, des cultures, des couleurs, des religions ou pas nouvelles, celles de minorités récentes. Vouloir faire tourner la roue de l'histoire vers le passé conduit inexorablement à l'apartheid que nous devons combattre de toutes nos forces.

La nation est une catégorie historique engendrée par le capitalisme qui évolue en fonction du peuplement sur un territoire et dans un Etat donné. Vous êtes les "Mohamed, Fatima, Mamadou, Bintou" aussi également "français" que les "Paul, Virginie, Dupont" qui, ensemble, forment notre peuple et notre nation de France.

La laïcité est incompatible avec l'islamophobie

La religion est une affaire personnelle, c'est-à-dire que la religion doit être confinée à une affaire privée par rapport à l'Etat. L'Etat n'a pas à s'occuper de la religion, les organisations religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'Etat.



Ouvriers du bâtiment marocains dans leur baraque-ment, cherchant une fréquence de radio de leur pays - 1970 - Gérald Bloncourt

Chacun doit être absolument libre de pratiquer la religion qui lui plaît ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée. C'est cela et seulement cela la laïcité conquise de haute lutte par le peuple contre le pouvoir de la religion sur l'Etat.

Ceci revient à dire que l'Etat laïc, loin des incessantes stigmatisations anti-musulmanes à la suite desquelles les actes islamophobes du quotidien se déchaînent, se doit de garantir le droit aux cultes minoritaires (ce qu'il fait pour la communauté juive mais jamais pour la communauté musulmane, bien au contraire) autant qu'il protège la liberté d'être athée.

Toute distinction des droits entre citoyens, selon leurs croyances religieuses, est absolument inadmissible. Toutes lois ou toutes politiques visant une religion professée à titre personnel par des citoyens doivent être totalement supprimées. L'Etat ne doit accorder aucune subvention à aucune religion. Les religions doivent être des unions de citoyens coreligionnaires, unions absolument libres, indépendantes vis-à-vis du pouvoir.

Seule la satisfaction pleine et entière de ces revendications peut mettre un terme à la confusion hypocrite que sont les ingérences fréquentes des politiques et gouvernants dans les affaires religieuses qui rappellent ce passé honteux et maudit de la dépendance féodale qui a existé en France entre la religion et l'Etat. La séparation totale des religions et de l'Etat, voilà la revendication que le prolétariat révolutionnaire et nous autres communistes défendons, c'est-à-dire la laïcité qui confine les religions dans la sphère des droits personnels et privés sans distinction entre les croyances.

Or, force est de constater que la laïcité est de plus en plus détournée de sa fonction initiale de séparer le spirituel du temporel, les religions de l'Etat. En effet, non seulement les infractions sont de plus en plus nombreuses de la part des gouvernants, lesquels manifestent de plus en plus leur inféodation à certaines religions dans des stratégies électoralistes notamment, mais pire se manifeste de plus en plus la propension à désigner au nom de la soi-disant "identité nationale menacée" la minorité musulmane. C'est un scandale que nous condamnons et combattons fermement.

Les valeurs universelles bourgeoises comme fin de l'histoire

C'est le leitmotiv systématiquement avancé pour justifier les mesures racistes islamophobes, romophobes, arabo-phobes, négrophobes visant les minorités nationales opprimées par les élites, les médias et les gouvernants en France.

Les "valeurs universelles" de la révolution bourgeoise contre la noblesse, le régime féodal sont ainsi érigées en alpha et omega de la "civilisation moderne". C'est ainsi que l'on construit les multiples préjugés vis-à-vis des minorités opprimés et des autres peuples de la planète. Tout y passe : le féminisme, la façon de s'habiller, d'être, de parler, les goûts, l'amour, etc, tout est vu et jugé selon les "valeurs universelles" décadentes propagées par la bourgeoisie et dont la marque de fabrique est: "fais ce que je dis, mais moi je fais le contraire".

La preuve, ce diktat de la pensée unique bourgeoise est martelé alors que les forces obscures théocratiques moyenâgeuses alliées des impérialistes étatsuniens, israéliens et européens, notamment Français, que sont l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats, le Koweït travaillent à embrigader la jeunesse des minorités nationales pour en faire des croisés terroristes au nom du mal nommé "djihad" dans le but dresser les travailleurs et les peuples entre eux.

Ce poison diviseur est aussi alimenté par de prétendus militants "anti-système" dieudo-soralien, alliés tactiques du Front National, pour dévoyer la colère légitime de la jeunesse musulmane contre les "juifs qui dominent le monde". Cette tromperie qui masque la véritable cause de l'oppression des minorités par le système capitaliste est ensuite utilisée par les politiciens de droite et de gauche socialiste pour isoler et marginaliser les minorités opprimées.

Les délires islamophobes d'aujourd'hui rappellent l'antisémitisme des années 30 à l'instigation des nazis dont étaient victimes les juifs confinés dans les ghettos et quartiers populaires sur leurs «sacrifice rituel des animaux, port de la barbe, du fichu pour les femmes, pratiques rituelles, 'communautarisme', etc». Ce sont les mêmes dénigrements culturalistes racistes que l'on entend aujourd'hui sur les musulmans qu'instrumentalisent les dieudo-soralien et autres zéloteurs d'Hitler pour faire croire que ce sont les juifs qui « gouvernent le monde depuis toujours » et non les actionnaires bourgeois des grands groupes monopolistes.

Ainsi le piège se referme, opposant ceux et celles qui doivent être unis contre la classe des capitalistes qui exploitent et oppriment l'ensemble des travailleurs quelles que soient leurs origines, leurs cultures, leurs couleurs et qu'ils soient religieux ou non.

Toutes ces forces anti-populaires ont ceci en commun : nier l'existence des classes sociales, la lutte des classes et mettre au dessus de tout, notamment au dessus de l'appartenance commune sur des bases de classe à la même nation, les particularismes religieux, culturels ou l'origine identitaire.

En effet considérer "l'identité française" ou celles des minorités comme bloquées dans le temps et ne pas voir que tout est en mouvement, en transformation parce qu'en interaction constante, c'est "ethnïciser", "communautariser" la nation et par là frayer la voie royale au fascisme. A l'inverse, considérer sous l'influence des parrains saoudien, qatari, koweïtien, émirati qu'il faut se soumettre à «l'enfer capitaliste» sur terre pour obtenir «le paradis au ciel», c'est abdiquer sur la nécessité humaine du droit au bonheur sur terre pour tous contre l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire le capitalisme.

Les communistes reconnaissent l'existence de minorités opprimées par l'Etat bourgeois, luttent avec les victimes contre cette oppression spécifique en l'inscrivant dans la lutte commune de tous les travailleurs pour vaincre l'origine réelle du mal à savoir le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour obtenir la victoire contre le capitalisme et ses stratagèmes de division des travailleurs, il faut unir les travailleurs, unir le peuple.



Merci à Gérald Bloncourt de nous autoriser à publier

Pour découvrir ses photos sur son site internet: www.bloncourt.net